

**Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'apurement des comptes de la Cour des Comptes, de l'Ombudsman, du Centre pour l'égalité de traitement et de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher**

L'article 30 de la loi du 26 avril 2024 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2024 a dérogé à certains délais prévus par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, ayant notamment comme effet de réduire la période dite « complémentaire » pour l'exercice budgétaire.

Au vu de ce qui précède, le Bureau a pris la décision, en date du 8 octobre 2025, d'aligner la procédure financière interne de la Chambre des Députés aux nouveaux délais prévus par la loi précitée du 8 juin 1999 et de fixer ainsi la durée de la période complémentaire applicable à la Chambre des Députés du 1er janvier jusqu'à la fin du mois de février au lieu de la fin du mois mai. Cette modification a, entre autres, comme avantage de permettre un apurement des comptes annuels de la Chambre des Députés avant les vacances d'été alors que jusqu'à présent les comptes ont toujours été apurés en décembre.

Etant donné que l'article 169, alinéa 3, du Règlement de la Chambre des Députés prévoit actuellement que l'apurement des comptes de la Cour des Comptes, de l'Ombudsman, du Centre pour l'égalité de traitement et de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher se fait en parallèle à celui des comptes de la Chambre des Députés, il est proposé par la présente, de les dissocier afin de laisser aux entités attachées à la Chambre des Députés suffisamment de temps pour finaliser leurs comptes annuels à l'aide de leurs fiduciaires et de leurs réviseurs. Ainsi, l'alinéa 3 de l'article 169 devrait être supprimé.